

Paraguay : La démocratie foulée aux pieds (27.06.12)

26 juin 2012 : La CSI s'est jointe à son organisation régionale CSA et à ses affiliées pour exprimer sa profonde inquiétude face à la situation de crise institutionnelle au Paraguay.

Les organisations syndicales nationales, régionales et internationales condamnent sans ambages le procès politique criblé de vices de procédure contre le président Fernando Lugo, qui a conduit à la destitution du chef d'État un an avant la fin de son mandat par un Sénat dominé par les secteurs oligarchiques traditionnels.

Aux yeux du mouvement syndical, cette crise est ni plus ni moins que la conséquence d'un affrontement qui oppose des politiciens incapables d'apporter des solutions aux graves problèmes sociaux qui assaillent le peuple paraguayen et qui laissent pour séquelles des paysans sans terres, des communautés indigènes réprimées et des hommes et des femmes sans emploi.

« Nous ne pouvons accepter que les atrocités survenues dans la localité de Curuguaty servent de prétexte à la destitution du président Lugo, avec le risque qu'une crise institutionnelle exacerbe encore davantage la pauvreté, le chômage et la marginalisation sociale », a indiqué Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI. La CSI exprime sa totale solidarité avec les travailleuses et les travailleurs et le peuple paraguayens et réitère son plein soutien à la démocratie, à la paix, aux droits humains, à la justice sociale et à la construction d'un nouvel ordre social et d'un modèle économique qui agisse dans l'intérêt du plus grand nombre.

Par-là même, la CSI déplore profondément l'affaiblissement du système démocratique paraguayen provoqué par cette transgression à la décision souveraine exprimée aux urnes en 2008 et espère qu'en ces moments difficiles, la stabilité, l'ordre démocratique, la justice sociale et la paix prévaudront au Paraguay.